

J'aimerais revenir sur la création du ministère de l'Environnement. On va faire une publicité immense concernant la création de ce ministère, faisant état des luttes qu'il va entreprendre, mais, dans le fond, nous savons bien que cela ne réglera pas le problème.

Que fera ce ministère? Il fera des études, instituera des commissions royales d'enquête, nommera des commissaires pour se promener à travers le Canada et constater que la pollution existe. On sait déjà, de toute façon, qu'il paiera ainsi des sommes fantastiques, pour aboutir à quoi? Pour mettre sur pied certains organismes comme la Commission du textile et du vêtement, par exemple, qui ne donneront pratiquement pas de résultats. De toute façon, on sait que c'est encore la population canadienne, déjà surtaxée, qui devra payer la note.

D'ailleurs, rien ne sert d'attendre les explications du ministre, car ses maîtres, c'est-à-dire les banquiers, ont déjà donné la réponse pour lui. Le président de la Banque de Montréal l'a déjà dit: Disons non à l'abondance pour les Canadiens, disons non à la participation de chaque Canadien à l'abondance de ce pays, que les Canadiens se serrent la ceinture pour payer le prix de la pollution.

Voilà pourquoi je déplore infiniment que le gouvernement continue, par toutes sortes de projets de lois, dont le bill C-207 de «rataplans», à créer des ministères, à en supprimer, à organiser ou à désorganiser l'administration, à nommer des secrétaires et à les congédier, à accorder des augmentations de salaires, tout cela pour aviser la population, pour mettre des cataplasmes sur des jambes de bois, sans jamais régler le problème fondamental.

Le problème fondamental est un problème économique. Tant et aussi longtemps qu'on n'aura pas mis l'argent au service des personnes humaines, tant que le gouvernement ne se donnera pas les outils financiers pour financer ces différents programmes, même si ces programmes sont bons, il ne pourra obtenir les résultats visés. Ce gouvernement aurait les meilleures lois au monde, s'il se dotait des outils monétaires et fiscaux nécessaires pour appliquer ces programmes qui sous le régime actuel ne contribueront qu'à endetter davantage les Canadiens, à accroître la dette nationale et à propager la misère au sein de l'abondance dans ce pays.

Il est grand temps que le gouvernement cesse de présenter des projets de loi qui ne visent qu'à changer les titres, à déplacer des hommes, à payer un plus haut salaire ou à accorder une certaine faveur à des fonctionnaires. Qu'il s'attaque plutôt au problème fondamental, qu'il révise sa politique monétaire et fiscale, qu'il étudie les possibilités, pour le Canada, de se doter de mécanismes qui feront que l'argent soit vraiment au service de l'homme au lieu que celui-ci en soit l'esclave.

Le gouvernement propose aujourd'hui la création d'un ministère pour lutter contre la pollution, mais il faudra très bientôt qu'il dise comment il entend procéder pour financer ce programme.

La seule solution logique pour le gouvernement, c'est de continuer à taxer les gens. En même temps, on voit le très honorable premier ministre oublier 4 millions sans intérêt en Indonésie, un autre million et demi ici, un autre million là. Et, pendant ce temps, l'endettement des provinces et des municipalités continue de s'accroître, de même que celui du Canada.

Cette lutte contre la pollution devra se faire avec la collaboration des provinces et des municipalités, mais

celles-ci sont incapables de le faire, puisqu'elles sont déjà endettées par-dessus la tête. La dette publique du Québec, par exemple, a augmenté de 100 p. 100 en quatre ans, et celle du Canada de 40 p. 100 en trois ans.

C'est bien de dire que le problème est grave, mais ce n'est pas en contractant d'autres dettes que nous pourrions payer celles déjà contractées.

Comme députés créditistes, nous demandons instamment au gouvernement de réviser ses positions sur le plan monétaire, d'étudier et de se doter de mécanismes adéquats. La Banque du Canada devrait être au service du peuple canadien. Le gouvernement doit adopter des mesures visant à atteindre des personnes humaines, comme l'escompte compensé et le dividende national, afin de procéder à la seule réforme qui s'impose actuellement au Canada, savoir la réforme économique pour respecter chacun des citoyens canadiens et leur donner la possibilité de s'épanouir normalement, comme ils en ont le droit.

Je déplore, enfin, que le gouvernement continue à écraser le citoyen canadien, à l'oublier; en même temps, il patauge en changeant, en créant, en organisant et en désorganisant des ministères. Ce faisant, il fait oublier au peuple canadien le véritable problème qui est de nature économique.

J'estime que le problème est là et qu'on ne peut y échapper. Plus on tarde à s'y attaquer, plus des banquiers écervelés comme M. Arnold Hart pourront dire: Les Canadiens devront encore continuer à payer. Pendant ce temps, ce banquier se «graisse»; il profite des deniers du gouvernement. J'estime qu'à ce moment-là, la première lutte à la pollution que nous devrions faire, c'est «dans la tête» de ces personnes qui se moquent des gens et qui ne font qu'accroître le problème.

Il est étrange qu'au Canada, les gouvernements protègent le secteur monétaire. On fait une révision décennale de la loi sur les banques mais, en la faisant, on continue dans la même voie; on accorde de plus en plus de pouvoirs aux banques, aux institutions financières privées. Alors, la Banque du Canada demeure une institution fantôme.

Faisons jouer son plein rôle à la Banque du Canada et, au lieu de parler de réorganisation gouvernementale, comme on le fait dans ce bill, traitons aussi de la réorganisation de la Banque du Canada pour la mettre véritablement au service des Canadiens. Il est étrange qu'à chaque année, le Canada présente un bill sur la réorganisation du gouvernement, mais oublie constamment d'y inclure la Banque du Canada.

Les ministériels trouvent peut-être ce discours drôle. Il est peut-être déplacé, mais, à mon avis ce bill est complètement à côté de la «track». Il ne vise à régler absolument aucun des problèmes qui confrontent actuellement les Canadiens.

Cela est absolument ridicule. C'est rire des Canadiens et c'est continuer de créer une société juste pour un petit groupe d'hommes, au détriment de la majorité des Canadiens.

En terminant mes remarques, je ne peux que répéter que tant et aussi longtemps qu'on ne fera pas une réorganisation du système monétaire, toutes les réorganisations ne régleront pas le problème, mais, au contraire, ne feront qu'amuser les gens et amuser les députés ministériels.